



## NOUVELLE EVALUATION : soyez vigilants !

Page 1

**Edito**

Page 2

**Infos centrale**

**Réforme catégorie B**

♦♦♦♦

**Réorganisation du  
Secrétariat Général**

♦♦♦♦

**Fusion Ecoles Mines  
Ecoles Télécoms**

♦♦♦♦

**Brèves**

Page 3

**Fonction Publique**

**Primes-congés maladie**

♦♦♦♦

**Contractuels**

♦♦♦♦

**Mobilité, évaluation**

♦♦♦♦

**CHSM**

Page 4

**Retraites**

♦♦♦♦

**Retraites, cotisations  
de l'Etat employeur**

♦♦♦♦

**BERCYlien**

**Directeur de la  
Publication**

Christiane JOHO

**Comité de rédaction**

Gérard LANG

Christian CHAMOREAU

Christine GASPARELLA

**DRIRE-Ecoles**

Albert AMBOISE

Patrick CROSNIER

**E**n matière de gestion RH nous étions arrivés ces dernières années à un équilibre relativement satisfaisant. Eh bien c'est fini, on revient 30 ans en arrière !

A partir de 2010, avec tous les nouveaux outils mis à la disposition des gestionnaires des ressources humaines, l'administration compte bien s'en servir non pour valoriser le travail d'équipe, qui concourt à améliorer le service public, mais pour mettre en place un management par le stress et l'individualisation des salaires.

Ainsi, **la nouvelle fiche d'évaluation mise en place en 2010** de manière unilatérale, marque une rupture : ce n'est plus un compte-rendu d'entretien mais une démarche mécaniste avec un formulaire à cocher en vue d'affiner la cotation du poste occupé et attribuer la PFR (prime de fonctions et de résultats). D'où, par exemple, **la fixation d'un indicateur pour chaque objectif individuel** alors même que l'administration est déjà loin d'être à l'aise avec les indicateurs lorsqu'il s'agit d'objectifs collectifs de programmes ou de structures.

**Nous voulons alerter à la fois les évalués mais aussi les évaluateurs** (eux-mêmes évalués par d'autres). A ces derniers, qu'ils ne cherchent pas à remplir docilement chaque case, qu'ils fassent une utilisation raisonnée de l'outil kafkaïen qui leur est proposé, qu'ils agissent avec conscience.

**Quant aux évalués, qu'ils n'hésitent pas à consigner leurs remarques, à exercer leur droit de recours** auprès de leur supérieur hiérarchique (**attention le délai est réduit à 10 jours**) puis, s'il le faut, devant la CAP.

**L'enjeu**, c'est le type de management qui prévaudra à l'avenir dans nos administrations économiques et financières.

- ❖ **Soit un management par la pression qui distingue quelques-uns pour mieux stresser les autres.**
- ❖ **Soit un management éclairé fondé sur des objectifs partagés et sur la reconnaissance des efforts de chacun et de tous.**

## Infos Centrale-Ecoles

### Réforme de la catégorie B

La DPAEP a convié les organisations syndicales à un premier groupe de travail le 25 janvier 2010.

Le SDRH Vincent SOETEMONT, a affirmé avoir un mandat du Secrétariat Général, pour une mise en application de cette réforme, en administration centrale, courant 2010.

**La CFDT a pris note de ces engagements et sera particulièrement vigilante à ce qu'ils soient respectés.**

### La DPAEP et le SIRCOM intégrés au sein du Secrétariat Général

Mme FEJOZ, déléguée à l'encadrement supérieur au Secrétariat Général, a reçu des Ministres, une **lettre de mission** en date du 18 janvier, pour « mener les travaux de mise en œuvre opérationnelle », de cette nouvelle organisation.

Les organisations syndicales ont été conviées à une première réunion le 26 janvier 2010.

D'entrée, Mme FEJOZ a annoncé que seuls la méthode et le calendrier seraient discutés au cours de cette réunion.

Après avoir commenté les objectifs de sa lettre de mission, et notamment la contrainte de réalisation fin février 2010, le calendrier suivant nous a été proposé :

**5 février 2010** présentation du projet d'organigramme.

**12 février 2010** lors du CTPC discussion sur les avant-projets de textes.

Madame FEJOZ a précisé que **l'organigramme présenté serait simple et lisible** (jusqu'au niveau Chef de bureau).

Concernant **les textes d'organisation, ils seront volontairement moins détaillés que de coutume**, afin de laisser la possibilité à l'administration d'effectuer ultérieurement des ajustements d'une structure à une autre.

D'autre part, **Mme FEJOZ a déclaré que les missions des agents seraient préservées et valorisées** du fait de leurs rattachements au Secrétariat Général.

Le SIRCOM venant de vivre une réforme en 2009, il n'est pas prévu de modifier son organisation actuelle.

**A ce stade, la CFDT prend acte des déclarations de Mme FEJOZ, et restera attentive au respect des engagements du Secrétaire Général.**

### Fusion Ecoles des Mines/ Ecoles des Télécoms : la RGPP2 détaille

Après la fusion des corps des ingénieurs des Mines et des Télécoms dans le cadre de la première phase de la RGPP, la ministre C LAGARDE a demandé à son administration de préparer le projet de fusion des six écoles des mines et des quatre écoles des Télécoms pour une annonce dans le cadre de la RGPP2.

**La CFDT a pris ses responsabilités d'organisation majoritaire** parmi les personnels des différentes écoles (60% des voix aux élections CTP des Ecoles des Télécoms, 41 % aux élections CTP et 50% aux élections CAP des écoles des Mines, et seule organisation syndicale présente dans l'association ARMINES). Elle a réuni ses équipes issues de tous les secteurs pour analyser les projets de l'administration et définir les voies de progrès pour les agents.

Alors que nous avons acquis le principe du choix de l'agent entre conserver son statut de fonctionnaire ou demander un détachement sur un statut d'emploi de contractuel en apportant des garanties équivalentes, l'administration convoque les CTP sur la base de projets qu'elle annonce mort-nés en bilatérales. **La CFDT a écrit à la Ministre** pour dénoncer la parodie de concertation organisée par son administration. Elle ne se satisfait pas des manœuvres des directeurs locaux et continue d'œuvrer pour améliorer la situation des agents pénalisés par les blocages statutaires.

### Brèves



**Mouvement 2010 agents A,B,C.**

**Du 11 janvier à fin mai.**



### Calendrier

**GT1 réforme catégorie B**

**25 janvier**

**GT1 élections en CAP**

**10 février**

**CTPC 12 février**

**orientations RH en A.C.**

**GT2 réforme catégorie B**

**19 février**

**CDAS 16 mars 2010**

**CHSC 19 mars 2010**

**GT2 élections en CAP**

**1er avril**

**CTPC 21 mai**

**Exécution budgétaire 2009**

**GT3 élections en CAP**

**1er juin**

### Elections en CAP

Lors du groupe de travail du 14 décembre 2009, la DPAEP a été incapable de donner une date pour ce scrutin.

**Selon des informations officielles, les élections en 2010 seraient abandonnées.**

Resteraient deux scénarios : une élection avant la fusion des corps DGFIP en mars 2011 ou une élection après la fusion des corps en décembre 2011.

Un groupe de travail pour l'administration centrale est programmé le 10 février.

Sera-t-il maintenu ?

**L'Assemblée Générale** du syndicat s'est tenue le 19 janvier devant 110 participants.

Après la présentation du rapport d'activité, le débat a porté sur la réforme des retraites 2010 et la RGPP 2.

Un buffet convivial a conclu cette journée.

## Les primes suivront le traitement pendant les congés maladie

Le statut général de la Fonction Publique prévoit que le traitement indiciaire, en cas de congé maladie, est maintenu pendant trois mois, puis réduit de moitié pendant neuf mois. Mais il ne dit rien sur les conséquences de ces congés en termes de régime indemnitaire des fonctionnaires.

Dans le cadre de la négociation «Santé et sécurité au travail», les organisations syndicales avaient souligné la très grande inégalité de pratique des ministères en matière de maintien des indemnités pour les agents en cas de congés ordinaires de maladie et de congé de maternité - notamment les «primes liées à l'exercice des fonctions», c'est-à-dire une grande partie des primes et indemnités servies aux agents.

**Pour l'Uffa-CFDT, il y avait urgence à harmoniser l'ensemble des situations et à garantir aux agents le maintien des primes, quelles soient liées à l'appartenance à un corps ou liées aux fonctions exercées.**

**Le projet de décret présenté au Conseil Supérieur de la Fonction Publique prévoit :**

- ❖ le maintien intégral des primes et indemnités durant le congé pour maternité et les congés annuels;
- ❖ la réduction de moitié après trois mois en cas de congé pour maladie ordinaire;
- ❖ concernant les primes liées à la performance comme la PFR, elles continueront à donner lieu à une modulation tenant compte, sur l'ensemble de l'année, de l'atteinte ou non des objectifs assignés à l'agent,
- ❖ les primes non forfaitaires, par exemple le remboursement de frais ou les primes liées au dépassement du cycle de travail sont suspendues pendant les périodes de congé;
- ❖ l'article 1 du projet de décret précise aussi que pour certains régimes indemnitaires spécifiques rétribuant des sujétions particulières, leur suspension peut être prononcée à compter du remplacement de l'agent dans ses fonctions.

**Ce projet de décret a été voté à l'unanimité des organisations syndicales présentes au Conseil Supérieur de la Fonction Publique du 17 décembre 2009.**

A la demande des organisations syndicales, un groupe de travail se réunira pour traiter des spécificités de l'indemnité de résidence, servie aux agents en poste à l'étranger.

**L'Uffa-CFDT se félicite de cette première traduction concrète de l'accord «Santé au travail» signé en octobre 2009**

## Titularisation des contractuels : la CFDT est prête !

**L'Uffa-CFDT a publié dès le lendemain de l'intervention de Nicolas Sarkozy le communiqué suivant :**

Lundi 25 janvier, le Président de la République s'est déclaré «tout à fait prêt à envisager la titularisation progressive des contractuels de la Fonction Publique», jugeant la situation de ces personnels «profondément anormale».

**La CFDT Fonctions publiques affirme** depuis longtemps que les conditions d'emploi faites aux agents non titulaires de la fonction publique sont inacceptables.

Les propos du Président de la République font écho aux revendications qu'elle porte pour les personnels contractuels.

**La CFDT Fonctions publiques demande aujourd'hui au ministre Eric Woerth** d'ouvrir dans les plus brefs délais des négociations avec les organisations syndicales pour en finir avec la précarité dans la Fonction publique. (communiqué de presse du 26 janvier 2010).

Interrogé par les journalistes, l'entourage d'Eric Woerth a temporisé cette annonce. A suivre . . .

## Mobilité et évaluation : la CFDT demande le retrait des projets

Le prochain Conseil Supérieur de la Fonction Publique de l'Etat examinera, le 11 février prochain, deux projets de décret, l'un intitulé "réorientation professionnelle" (application de la loi mobilité) et l'autre "appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires" (entretien d'évaluation).

**L'Uffa-CFDT demandera le retrait de ces deux textes**, les enjeux pour les personnels étant trop lourds pour accepter d'entrer dans une discussion qui ne serait qu'une parodie de dialogue social.

## Le chiffre de l'année 2008 : 35 suicides (source CHSM juin 2009)

Le chiffre de suicides (en service ou hors service) recensés dans nos ministères ne correspond pas aux analyses des différents intervenants.

**La CFDT avance le constat d'une déconnexion des médecins de prévention et de la médecine curative.**

## Réforme des retraites : les attentes de la CFDT

Le Président de la République a décidé d'avancer en 2010 le rendez vous social prévu en 2012 par la loi de 2003 sur la réforme du financement des retraites.

**La première étape de la discussion est fixée au 15 février et la clôture des travaux avant la fin 2010.**

**Les responsables de la CFDT (François Chérèque, secrétaire général et Jean-Louis Malys, responsable du dossier retraites) se sont exprimés pour annoncer les positions de la CFDT concernant cette réforme :**

- ❖ *Ne pas bâcler la discussion;*
- ❖ *Ne pas se contenter d'un énième bricolage, mais envisager une réforme complète; du système pour les générations futures qui permette de garantir le système par répartition, de stopper la dégringolade du niveau des pensions, d'assurer aux salariés le libre choix de leur date de départ en retraite;*
- ❖ *Imaginer un recours à la solidarité nationale (par la fiscalité) en complément du système de financement actuel pour éponger le choc démographique et l'impact du chômage de masse sur la baisse des rentrées de cotisations sociales;*
- ❖ *Pouvoir réfléchir à un rapprochement des régimes public et privé, de manière à ce que les droits à la retraite des jeunes générations avec des parcours professionnels de plus en plus variés soient mieux garantis qu'aujourd'hui.*

**Face au défi sociétal immense que constitue la pérennisation de notre système de retraites, certaines réactions irresponsables fragilisent l'unité d'action et le potentiel de mobilisation des salariés.**

### Les cotisations retraites de l'état employeur en baisse

**Un décret en date du 18 décembre 2009 abaissait la cotisation retraite de l'Etat employeur à 40,14 % pour le mois de décembre, soit près de 20 points de moins.**

**La CFDT du Service des retraites de l'Etat nous a apporté l'explication technique.**

Le versement des administrations n'alimente pas une caisse comme c'est le cas pour les autres régimes. Il permet simplement d'identifier le «coût complet» d'un fonctionnaire.

Les versements sont inscrits sur un compte d'affectation spéciale Pensions (CAS) institué par l'article 21 de la LOLF qui a prévu la mise en place, au 1<sup>er</sup> janvier 2006, d'un compte distinct du budget général de l'Etat pour retracer les opérations relatives aux pensions civiles et militaires de retraite des agents de l'Etat et avantages accessoires.

Ces dépenses (le versement des pensions) doivent être strictement équilibrées par des recettes qui proviennent des cotisations des salariés et des ministères employeurs.

Auparavant, les dépenses afférentes au financement des pensions étaient disséminées dans le budget de l'Etat, le financement des pensions n'étant pas identifié en raison du principe de non-affectation des recettes.

Pour 2009, le CAS a enregistré une augmentation des recettes provenant d'une baisse des nouvelles pensions concédées au cours des 10 premiers mois (- 8 000 environ).

Les prévisions de départ en retraite étant trop élevées, les recettes allaient être supérieures aux dépenses. Le CAS n'ayant pas vocation à gérer des excédents mais à garantir l'équilibre des dépenses et des recettes, la direction du Budget a rectifié le taux pour le seul mois de décembre.

**Pour 2010, le taux sera de 62,40 %, il avait été antérieurement fixé à 66 %.**